
Constant Hamès

Sadek Sellam, *La France et ses musulmans. Un siècle de politique musulmane (1895-2005)*

Paris, Fayard, 2006, 392 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Constant Hamès, « Sadek Sellam, *La France et ses musulmans. Un siècle de politique musulmane (1895-2005)* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 142 | avril-juin 2008, document 142-53, mis en ligne le 26 novembre 2008, consulté le 11 février 2012. URL : <http://assr.revues.org/15973>

Éditeur : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales

<http://assr.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://assr.revues.org/15973>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Archives de sciences sociales des religions

Constant Hamès

Sadek Sellam, *La France et ses musulmans. Un siècle de politique musulmane (1895-2005)*

Paris, Fayard, 2006, 392 p.

Pagination de l'édition papier : p. 191-321

- 1 Avec constance, l'auteur poursuit son investigation approfondie sur l'islam en France, après avoir été l'un des tout premiers à en parler (*L'Islam et les musulmans en France : perceptions, craintes et réalités*, Tougui, 1987 ; *Arch.* 65-352, 1988) puis à suivre son évolution (*Être musulman aujourd'hui*, Paris, Nouvelle Cité, 1989 ; *Arch.* 72-265, 1990).
- 2 Sa nouvelle étude porte sur l'insertion organisationnelle des musulmans en France, durant ce dernier XX^e siècle. Si *le terminus ad quem* de 2005 est retenu, c'est à cause de « la célébration du centenaire de la loi sur la séparation du politique et du religieux » et des débats qui se sont engagés sur sa modification ou sur son abrogation (p. 13). Le rappel de la loi de 1905 n'est pas anodine pour l'auteur car on s'aperçoit à la lecture de son parcours historique que le problème musulman rattaché à cette loi reste le problème majeur de la relation entre islam et État français, à ce jour non résolu, comme précédemment...
- 3 Dans son avant-propos, l'auteur insiste sur un double constat : l'inflation des réflexions de « sociologie politique sur le seul islamisme radical » contraste avec le caractère « sous-étudié de l'islam en France ». Selon lui, il conviendrait de porter une plus grande attention aux « aspirations légitimes des citoyens français de confession musulmane qui ne sont, dans leur écrasante majorité, ni Frères musulmans, ni wahhabites, ni salafistes, ni communautaristes » (p. 12). L'ouvrage suit le cheminement historique de l'implantation et de l'organisation de l'islam en France métropolitaine et algérienne, pour l'essentiel.
- 4 La période ancienne, telle qu'il l'explore, comporte son lot de surprises, notamment à travers les écrits d'un certain Mismar, de l'école positiviste d'Auguste Comte, qui réplique en 1887, point par point, aux affirmations péremptoires de Renan sur « l'islam et les sciences » (chap. 1), ou à travers les positions résolument anti-coloniales de cette même école qui a fondé un Collège libre de sciences sociales où l'islam est au programme (chap. 2). On commence à connaître, à cause de son caractère non pas singulier mais symptomatique, la figure du député Grenier, converti à l'islam en 1894 et siégeant en habit traditionnel algérien à l'Assemblée nationale (chap. 3). *La Revue de l'islam*, qui paraît en 1895, publie des informations et aussi des revendications des musulmans en France (une mosquée à Paris...) et se fait aussi la vitrine des réformistes musulmans d'Algérie, de Turquie ou d'Égypte qui réfléchissent sur l'émancipation de la femme ou les rapports de la France avec les musulmans d'Algérie. Le chapitre 4 décrit les idées transnationales de l'association loi 1901, La Fraternité Musulmane, qui a été active dans les milieux intellectuels entre 1907 et 1926 et qui a été présidée, entre autres, par une personnalité marquante : Christian Cherfils (1859-1926), « comtiste musulman » qui, avec d'autres, plaide à nouveau pour la construction d'une mosquée à Paris, inaugurée quelques mois après sa mort. Certains passages de ce chapitre 4 auraient mérité plus d'explications ; il y est question de la *Revue du Monde Musulman* (fondée en 1907 par des « orientalistes ») sans aucune indication sur sa création, ses membres, ses objectifs, ses dates. Il nous semble d'ailleurs que le parcours de cette revue, relayée ensuite par la *Revue des Études islamiques*, aurait mérité un détour car il s'y traitait des sujets importants sur l'actualité de l'islam dans le monde. Peut-être l'auteur pourrait-il s'atteler par la suite à l'étude des rapports entre les milieux intellectuels français, surtout universitaires et scientifiques, et l'islam : les surprises, dans un sens ou dans l'autre, sont garanties !
- 5 Les années 1920 restent marquées également par l'attrait et l'impact exercés par une personnalité à aura historique, l'émir Khaled (chap. 5), petit-fils de l'émir Abd el-Kader, qui

- effectue sa scolarité à Paris, avant de jouer un rôle politique et idéologique important en Algérie et dans les courants musulmans algériens, tiraillés entre anticolonialisme (soutien à l'insurrection d'Abdelkrim dans le Rif marocain) et « entrisme » politique institutionnel en France. À partir de 1920-1930, la présence, par dizaines de milliers, d'Algériens en France permet de voir apparaître certains traits caractéristiques de cet islam, notamment la relative opposition entre un islam des confréries (chap. 6) et celui des docteurs réformistes (chap. 7).
- 6 Mais l'islam en France n'en reste pas moins porté par des intellectuels qui, d'origines géographiques souvent diverses, créent à Paris, dans les années cinquante, un Centre culturel islamique (chap. 8) où s'inscrivent des personnalités aux trajectoires intéressantes, parfois connues, parfois méconnues ou oubliées, tels l'Indien Mohammed Hamidullah, les Maghrébins Malek Bennabi, Lahbabi, Ahmed Taleb-Ibrahimi ou le Syrien Khaldoun Kinani ou les Caucasiens Bammate père et fils. On retrouve ici, de façon plus intriquée que précédemment, les réseaux de relations – d'idées et de personnes – entre intellectuels musulmans et « orientalistes » islamisants ou arabisants tels, entre autres, Louis Massignon, Michel Chodkiewicz, Henri Corbin, Émile Laoust ou Jacques Berque.
- 7 À partir des années 1970, avec l'installation d'une forte population immigrée maghrébine et africaine en France, commence à se poser la question du culte islamique et des salles de prière en particulier. L'islam devient visiblement et, à ce niveau, « la deuxième religion de France » (chap. 9) (Qu'on permette à l'auteur de ces lignes d'indiquer que ce constat et cette formule se trouvent développés, sans doute pour la première fois, dans son projet de recherche de sociologie, déposé au CNRS à partir de 1975, sur *Islam, culture et immigration*).
- 8 Une deuxième tranche de l'ouvrage examine ensuite les relations de l'État français avec « ses sujets musulmans » entre 1830 et 1947, période principalement marquée par la colonisation algérienne. On trouve ici un rappel de quelques étapes ou décisions importantes, voire capitales, de l'État français vis-à-vis de l'islam en Algérie : la confiscation des biens *habous*, publics ou privés (il s'agit des donations faites à des personnes ou institutions religieuses à titre inaliénables, pour assurer leur fonctionnement : mosquées et enseignement surtout) ; étatisation du culte musulman dont le personnel est rétribué par l'État ; mises en place de quelques centres d'enseignement franco-musulmans (*medersa*), destinés à former une sorte de petit « clergé » musulman, surtout dans le domaine pratique du droit musulman ; contrôle du pèlerinage à la Mekke et de l'organisation des confréries religieuses (chap. 1-3).
- 9 Le fait décisif à prendre en compte (chap. 4) se situe après 1905, lorsqu'à la suite de débats franco-français, il fut décidé de ne pas appliquer la loi de séparation de l'Église et de l'État à l'islam en Algérie où, dans la pratique, les officiants du culte musulman restèrent salariés par l'État et les mosquées subsidiées. Or, c'est en combattant le dirigisme du culte musulman imposé par l'État français que le réformisme algérien, en la personne emblématique de Ben Badis (1888-1940) et de ses collègues et disciples, sema les prémises idéologiques du nationalisme indépendantiste. Louis Massignon trouvait, quant à lui, que la raison de la non application de la loi de 1905 résidait dans le fait qu'il aurait fallu « restituer les biens *habous* nécessaires à l'entretien du culte et des tribunaux de statut personnel » ce qui aurait eu comme conséquence de « maintenir le culte sous le contrôle de la police » (p. 169). Le mouvement d'*islâh* (« réformisme ») prenant de l'ampleur chez les oulémas et s'attaquant au « clergé » musulman rétribué par l'État ainsi qu'aux chefs de confrérie collaborant avec celui-ci, le gouvernement promulgua en 1933 une circulaire restreignant les libertés d'action et de parole des réformistes dans les écoles, les mosquées et la presse (chap. 7). Cette répression engagée contre les réformistes n'a dès lors plus cessé, décret après décret, et la bataille pour l'indépendance du culte et de l'enseignement musulmans est devenue structurelle et n'a jamais connu de réponse ni de solution satisfaisante ni en Algérie ni, par la suite, en France...
- 10 La dernière partie de l'ouvrage est justement consacrée à « La France et [à] ses citoyens musulmans (1947-2004) ». Dans l'histoire de la bataille ininterrompue, depuis 1905, pour l'instauration d'une organisation indépendante du culte musulman, l'auteur livre nombre de témoignages d'acteurs ayant soutenu ce projet, comme Louis Massignon dont les propos et certains textes sont reproduits. On trouvera, par le menu, toutes les tentatives gouvernementales qui ont visé à accorder d'une main cette indépendance et à la brider de

l'autre, y compris les épisodes récents tournant autour de la mosquée de Paris, du CORIF (Conseil de réflexion sur l'islam en France, 1990), du HCMF (Haut Conseil des musulmans de France, 1995), du CFCM (Conseil français du culte musulman, 2003).

11 Un index des noms propres et des notes bibliographiques termine l'ouvrage. Son allure générale correspond à celle d'une chronique essentiellement nourrie par un travail documentaire de fond, silencieux et obstiné. La variété des sources dont beaucoup sont méconnues, ou exhumées peut-être pour la première fois, concerne toutes sortes d'archives officielles ou privées mais aussi un écheveau de témoignages oraux qui ancrent ce travail dans une histoire du temps présent. On remarque, en particulier, la richesse des biographies qui ponctuent l'avancée des chapitres.

12 On pourra sans doute, par la suite, s'interroger sur la délicate question de la pondération donnée à tel ou tel événement, à tel ou tel personnage ; on pourra, peut-être, regretter un relatif manque de contextualisation générale de la situation évolutive de l'islam entre 1830 et 2004 mais, pour l'essentiel, on trouvera dans cette chronique rédigée dans une langue agréable et accessible, une mine de renseignements historiques, aptes à nourrir la réflexion sur la situation présente de l'islam et des musulmans en France.

Pour citer cet article

Référence électronique

Constant Hamès, « Sadek Sellam, *La France et ses musulmans. Un siècle de politique musulmane (1895-2005)* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 142 | avril-juin 2008, document 142-53, mis en ligne le 26 novembre 2008, consulté le 11 février 2012. URL : <http://assr.revues.org/15973>

Référence papier

Constant Hamès, « Sadek Sellam, *La France et ses musulmans. Un siècle de politique musulmane (1895-2005)* », *Archives de sciences sociales des religions*, 142 | 2008, 191-321.

Droits d'auteur

© Archives de sciences sociales des religions
